



Libérons la sexualité de l'Etat et de la religion

Tue, 13/02/2007 - 22:59

Les gays et lesbiennes souffrent une terrible oppression. C'est seulement dans une poignée de pays développés que les lois qui réprimaient la sexualité gay ont été abolies dans les années 1960 et 1970. Même dans ces pays, révéler sa sexualité peut avoir comme résultat une expulsion traumatisante de la maison, le harcèlement au travail et le licenciement. Beaucoup sont poussés au suicide et leurs vies deviennent impossibles. Les églises, les temples et les mosquées continuent de déverser un torrent de calomnies homophobes qui sont en soi une incitation à la violence.

Dans la plupart des pays, les rapports homosexuels mènent à la prison et même à la peine capitale. Toutefois, l'amour et les rapports homosexuels ont existé dans toutes les sociétés que l'on connaît. L'homosexualité est aussi « naturelle » que l'hétérosexualité. Néanmoins, dans toutes les sociétés modernes, les gays et lesbiennes sont insultés dans les médias, victimes d'attaques physiques voire d'assassinats brutaux.

Les révolutionnaires affirment que l'orientation sexuelle et toute activité sexuelle consensuelle sont une affaire privée, une question de choix personnel. Les individus doivent avoir le droit à toute forme de rapport consenti, à choisir leur genre et à s'habiller comme ils souhaitent. Nous demandons que l'Etat reconnaisse la légitimité de ce choix et mette fin à toute discrimination (par exemple le refus de reconnaître les mariages ou unions lesbiennes et gays). De la même façon, la transsexualité doit être légale, les personnes doivent être libres de changer de sexe et d'adopter le genre qu'ils veulent.

La discrimination fondée sur la sexualité doit être interdite. Nous devons lutter pour des lois anti-discrimination, des campagnes contre l'homophobie et le droit pour les lesbiennes et les gays à l'auto-défense.

La liberté sexuelle des lesbiennes et des gays est une mesure de la liberté de tous. Les Etats et les religions qui poursuivent l'homosexualité interfèrent et limitent aussi la liberté hétérosexuelle.

Au début du vingtième siècle, les révolutionnaires bolchéviques légalisèrent l'homosexualité, c'était le premier gouvernement au monde à le faire. Mais le stalinisme et la social-démocratie sont revenus en arrière à une politique réactionnaire, encore pratiquée à Cuba.

Nous vivons dans une société qui criminalise et banni d'innombrables formes de rapports sexuels, y compris le sexe consenti entre jeunes. Cela ne protège pas les jeunes des abus, qui ont lieu pour la plupart au sein de la famille, dans les maisons d'accueil et les orphelinats, spécialement ceux gérés par l'Eglise. Un monde qui refuse la sexualité des jeunes refuse aussi de reconnaître l'abus sexuel et culpabilise les victimes, au lieu de les mettre en garde contre les problèmes qu'ils peuvent avoir à affronter et les aider à en parler.

Il ne doit pas y avoir de loi contre le sexe mutuellement consenti et aucune criminalisation des amants « mineurs ». Il faut par contre des lois contre le viol et la violence domestique pour protéger les enfants contre les abus. Des comités de quartier et d'école doivent interpellier ceux qui commettent des violences à la maison. L'éducation sexuelle doit être disponible pour tous, y compris les enfants.

Partout dans le monde, un nombre toujours croissant de femmes et d'enfants sont obligés de se prostituer à cause des leurs difficultés économiques. L'illégalité de la prostitution signifie que les prostituées sont un des groupes de la société parmi les plus stigmatisés et marginalisés. Les travailleurs sexuels doivent s'organiser pour défendre leurs

droits. Nous demandons la fin de la criminalisation et du harcèlement des travailleurs sexuels, le plein accès aux soins, à un salaire décent et à une formation gratuite. Les syndicats des travailleurs sexuels doivent être reconnus et intégrés dans les fédérations nationales. Ils doivent avoir des conditions de travail libres du contrôle du crime organisé et des dangers de la vie dans les rues. Le mouvement ouvrier doit demander la légalisation de la prostitution sous le contrôle des travailleurs sexuels.

Source URL: <http://www.fifthinternational.org/content/lib%C3%A9rons-la-sexualit%C3%A9-de-l%E2%80%99etat-et-de-la-religion>